

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of the
Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication
contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet KITCHEN WARE	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0125-139735/C	Date 2014-03-04
Client Reference No. - N° de référence du client W0125-3-Q9735	Amendment No. - N° modif. 002
File No. - N° de dossier KIN-3-40089 (690)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-690-6304	
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale 2014-02-18	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-03-31	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Rider, Kim (Buyer)	Buyer Id - Id de l'acheteur kin690
Telephone No. - N° de téléphone (613) 545-8739 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: 8 WING SUPPLY TRENTON 30 EAST NORTH STAR DRIVE BLDG 66 TRENTON, ON K0K 3W0	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0125-139735/C

Amd. No. - N° de la modif.

002

Buyer ID - Id de l'acheteur

kin690

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0125-3-Q9735

File No. - N° du dossier

KIN-3-40089

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Modification #2

Voir la pièce jointe:

La présente modification vise à modifier la demande de soumissions pour les raisons suivantes:

- 1. Réviser les instructions uniformisées et les conditions générales :**
- 2. Aborder les modifications apportées au Code de conduite et aux attestations prenant effet le 1^{er} mars 2014. Extrait du résumé des modifications aux dispositions relatives à l'intégrité de la version 2014-1 du Guide des CCUA, qui sera publié le 1^{er} mars**

Le titre de l'article 01 « Code de conduite et attestations » a été remplacé par « Dispositions relatives à l'intégrité ». Un nouveau paragraphe 8 a été ajouté afin d'établir une période de 10 ans au cours de laquelle les fournisseurs qui ont été reconnus coupables d'infractions ou ont reçu une absolution sous-conditions ou inconditionnelle ne seront pas admissibles à faire affaire avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le texte du paragraphe 9 a été révisé afin d'élargir la liste des infractions qui empêchent les fournisseurs jugés coupables desdites infractions de faire affaire avec TPSGC, y compris ceux qui ont plaidé coupable des infractions énumérées ou ont reçu une absolution sous-conditions ou inconditionnelle. Un nouveau paragraphe 10 a été ajouté afin d'élargir les conditions d'inadmissibilité et inclure des infractions similaires dans des pays étrangers. Un nouveau paragraphe 11 a été ajouté afin d'étendre la portée des dispositions en matière d'intégrité, pour qu'elles s'appliquent aux sous-traitants. Un nouveau paragraphe 12 porte sur les mesures de prévention associées à la période de temps. Le texte du paragraphe 13 a été modifié afin de clarifier les circonstances dans lesquelles le Canada peut invoquer l'exception visant à protéger l'intérêt public. Un nouveau paragraphe 14 est ajouté afin de préciser que ces dispositions ne s'appliquent pas aux gouvernements et aux entités contrôlées par un gouvernement. D'autres révisions mineures ont été apportées au libellé de l'article portant sur les dispositions relatives à l'intégrité.

A. Dans la Partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires:

Supprimer: 2006 (2013-06-01) Instructions uniformisées demande d'offres à commandes – biens ou services – besoins concurrentiels
Insérer: 2006 (2014-03-01) Instructions uniformisées – [demande d'offres à commandes](#) - biens ou services – besoins concurrentiels

B. Dans la Partie 5 - Attestations:

Supprimer: **Partie 5 –Attestations** dans sa totalité

Insérer:

Partie 5 –Attestations

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des instructions uniformisées [2006](#). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

C. Sous Partie 6 – Clauses du Contrat Subséquent:

Supprimer: **3.1 Conditions générales** dans sa totalité

Insérer:

3.1 Conditions générales

2005 (2014-03-01), Conditions générales - [Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.](#)

Sous Partie 6 – Clauses du Contrat Subséquent:

Supprimer: **10. Attestations** dans sa totalité

Insérer:

10. Attestations

10.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

D. Sous **Partie 6 – Clauses du Contrat Subséquent:**

Supprimer: **10. Ordre de priorité des documents** dans sa totalité

Insérer:

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 2005 (2014-03-01), Conditions générales offres à commandes – biens ou services;
- c) Annexe « A » Besoin;
- d) Annexe « B » Base de paiement;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____. (*L'information sera insérée par Canada au moment de l'attribution du contrat*)

Toutes les autres instructions, les modalités et les conditions restent les mêmes.